

LE LABO DE L'AUDIT

COMMISSAIRE AUX COMPTES ET EXPERT-COMPTABLE

CRITT

Cité de l'alimentation
100 Rue Pierre Bayle
84140 MONTFAVET
377 631 312

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Mesdames, Messieurs, membres Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CRITT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 27 mars 2025 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association CRITT à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes :

« Etat des provisions » de l'annexe des comptes annuels concernant les provisions sur les subventions.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

L'association utilise une comptabilité analytique par action avec imputation de frais directs et prorata de frais généraux. Notre audit n'a pas pour objectif de certifier ces éléments pris séparément mais d'apprécier les comptes annuels dans leur présentation d'ensemble. La prise en compte dans notre démarche d'audit du risque de reversement de subventions non utilisées, lorsque les clauses le prévoient, a toutefois été appréciée en fonction de certains de ces éléments.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir, par sondages, les calculs effectués par la direction, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association CRITT à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.



Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Fait à SALON DE PROVENCE, le 25 avril 2025
Le Commissaire aux comptes
LE LABO DE L'AUDIT, représenté par
Julien DUCROS

LE LABO DE L'AUDIT
ZA des Piqueassiers
151 Rue de la Forge
13300 SALON DE PROVENCE
Tél 04 13 41 55 55
SIRET 850 022 634 00017 APE 8020Z

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Cessions, Brevets et droits similaires	44 596	44 596				
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF IMMOBILISE	Installations techniques Matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	5 012	3 303	1 708	1 915	207	10.79
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	40 000		40 000	40 000		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
Total I		89 608	47 899	41 708	41 915	207	0.49
Comptes de liaison Total II							
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	197 970	3 096	194 874	205 732	10 857	5.28
	Autres créances	1 251 696		1 251 696	633 555	618 141	97.57
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 009 904		1 009 904	1 018 836	8 932	0.88
	Charges constatées d'avance (3)	8 772		8 772	9 465	693	7.33
	Total III	2 468 342	3 096	2 465 246	1 867 589	597 657	32.00
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 557 950	50 995	2 506 954	1 909 503	597 451	31.29

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	685 412	656 000	29 411	4.48
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	30 832	29 411	1 421	4.83
	Autres fonds associatifs				
FONDS DÉDIÉS	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	716 244	685 412	30 832	4.50
	Total II				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Comptes de liaison				
	Provisions pour risques	351 737	185 131	166 607	89.99
	Provisions pour charges	173 232	215 318	42 086	19.55
	Total III	524 969	400 449	124 520	31.10
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières divers	3 336	2 295	1 042	45.41
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	147 425	135 584	11 841	8.73
	Dettes fiscales et sociales	329 286	370 994	41 709	11.24
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	7 270	14 679	7 409	50.47
Comptes de Régularisation	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	778 424	300 091	478 333	159.40
	Total IV	1 265 741	823 643	442 098	53.68
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 506 954	1 909 503	597 451	31.29

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

487 317 523 552

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	500 413	592 328	91 915	15.52
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	564 628	483 069	81 559	16.88
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	94 618	126 602	31 984	25.26
Collectes				
Cotisations	137 033	130 934	6 099	4.66
Autres produits	11	7	4	63.40
Total I	1 296 703	1 332 939	36 236	2.72
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	423 627	445 097	21 471	4.82
Impôts, taxes et versements assimilés	11 398	7 967	3 431	43.06
Salaires et traitements	455 420	490 876	35 456	7.22
Charges sociales	175 388	195 241	19 853	10.17
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 036	697	339	48.59
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions	2 856	3 125	269	8.61
Pour risques et charges : dotations aux provisions	30 278	89 864	59 586	66.31
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	11 314	8 670	2 644	30.50
Total II	1 111 316	1 241 537	130 221	10.49
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	185 387	91 402	93 985	102.83
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	19 587	11 641	7 946	68.25
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	19 587	11 641	7 946	68.25
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI				
2. Résultat financier (V-VI)	19 587	11 641	7 946	68.25
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	204 974	103 043	101 931	98.92
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		11 483	11 483	100.00
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges	35 531	175 735	140 204	79.78
Total VII	35 531	187 218	151 687	81.02
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		106 410	106 410	100.00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	202 137	146 562	55 576	37.92
Total VIII	202 137	252 972	50 835	20.10
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	166 607	65 754	100 853	153.38
Impôts sur les bénéfices (IX)	7 535	7 878	343	4.35
Total des produits (I+III+V+VII)	1 351 821	1 531 798	179 978	11.75
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	1 320 988	1 502 387	181 399	12.07
Solde intermédiaire	30 832	29 411	1 421	4.83
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	30 832	29 411	1 421	4.83

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

L'équipe du Critt a continué en 2024 à réaliser avec professionnalisme et efficacité ses missions d'accompagnement technique des entreprises agroalimentaires de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur.

L'activité a été intense (430 structures agroalimentaires servies) notamment sur les sujets de la qualité des produits (la sécurité des aliments est un des fondamentaux de notre secteur industriel), la réduction des impacts environnementaux (par exemple sur la transition énergétique, sujet d'actualité) et sur la performance et l'organisation des ateliers de production (pour un gain de compétitivité des entreprises), sans oublier les accompagnements R&D, la RSE, ... Ce sont ainsi 200 accompagnements individuels d'entreprises qui ont été réalisés, et 420 personnes de la filière agroalimentaire qui ont participé à nos actions collectives (formations, clubs, colloques, ...). Le nombre de réponses aux demandes techniques des entreprises (490 en 2024) et le nombre de visites en entreprises (près de 500) illustrent notre proximité avec les entreprises et le volume d'activité d'information et de transfert de technologie que nous avons réalisé.

A noter cependant que plusieurs facteurs ont impacté le niveau des indicateurs (notamment celui de chiffre d'affaire privé) :

- Un congé maternité
- Le départ d'une experte en aout, remplacée que fin décembre
- Un contexte économique morose dans le secteur agroalimentaire
- 3 gros projets européens en cours mobilisant l'équipe (qui facture donc moins).

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 506 954.23 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1296 703 Euros et dégageant un excédent de 30 832.25 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	44 596		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	4 183		829
TOTAL	4 183		829
Autres participations	40 000		
TOTAL	40 000		
TOTAL GENERAL	88 779		829

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL			44 596	44 596
Matériel de bureau et informatique, Mobilier				5 012	5 012
	TOTAL			5 012	5 012
Autres participations				40 000	40 000
	TOTAL			40 000	40 000
	TOTAL GENERAL			89 608	89 608

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	44 596			44 596
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		2 268	1 036	0	3 303
	TOTAL	2 268	1 036	0	3 303
	TOTAL GENERAL	46 864	1 036	0	47 899
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	1 036				
	TOTAL	1 036			
	TOTAL GENERAL	1 036			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	656 000		29 411		685 412
Excédent ou déficit de l'exercice	29 411	29 411	30 832		30 832
Situation nette	685 412	29 411	60 243		716 244
TOTAL I	685 412	29 411	60 243		716 244

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	35 608	2 341	1 447		36 502
Autres provisions pour risques et charges	364 841	230 074	106 448		488 467
TOTAL	400 449	232 415	107 895		524 969

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	3 125	2 856	2 885		3 096
TOTAL	3 125	2 856	2 885		3 096
TOTAL GENERAL	403 574	235 271	110 780		528 065
Dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles		33 134 202 137	75 249 35 531		

Depuis 2023, constitution d'une provision pour risque relative aux projets Européens correspondant à 5% des financements européens attribués à la strcture sur les 10 dernières années.
Le montant de la dette comptabilisée au 31/12/2024 s'élève à 57 011.80 €.

La provision est composée des montants suivants par millésime :

2015 : 10 604 €
2017 : 14 404 €
2018 : 15 572 €
2019 : 323 €
2021 : 1 016 €
2023 : 4 022 €
2024 : 11 070 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients douteux ou litigieux	3 144	3 144	
Autres créances clients	194 826	194 826	
Impôts sur les bénéfices	6 497	6 497	
Taxe sur la valeur ajoutée	72	72	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	0	0	
Divers état et autres collectivités publiques	999 550	999 550	
Groupe et associés	100 000	100 000	
Débiteurs divers	145 576	145 576	
Charges constatées d'avance	8 772	8 772	
TOTAL	1 458 438	1 458 438	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	3 336	3 336		
Fournisseurs et comptes rattachés	147 425	147 425		
Personnel et comptes rattachés	94 631	94 631		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	108 598	108 598		
Taxe sur la valeur ajoutée	54 547	54 547		
Autres impôts taxes et assimilés	71 510	71 510		
Autres dettes	7 270	7 270		
Produits constatés d'avance	778 424	778 424		
TOTAL	1 265 741	1 265 741		

Variation des fonds propres

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	47 444
Autres créances	999 550
Total	1 046 994

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 582
Dettes fiscales et sociales	122 843
Total	171 425

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	8 772
Total	8 772
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	778 424
Total	778 424

Subventions d'équipement

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Crédit bail

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Le montant de la dette comptabilisée au 31/12/2024 au titre des départs à la retraite s'élève à 36.501,69 €.

Hypothèses de calcul retenues :

- Départ à la retraite volontaire : 65 ans
- Turn over faible
- Taux d'actualisation 0%

La provision est calculée en fonction des droits acquis à la clôture de l'exercice. Les droits acquis à la clôture font l'objet de l'application d'un pourcentage dégressif selon l'année de départ à la retraite (10% + 20 ans ; 25% de 16 à 20 ans ; 50% de 11 à 15 ans ; 75% de 10 à 6 ans ; 100% à - 5 ans)

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	31 664
35 à 44 ans	21 à 30 ans	4 838
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		36 502

Hypothèses de calculs retenues

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Transferts de charges

Nature	Montant
AVANTAGE EN VOITURE VEHICULE	19 369
Total	19 369

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières

Le 15/04/2025
Charlotte TROSSAT Présidente Frederic BAEZA Trésorier

LE LABO DE L'AUDIT

COMMISSAIRE AUX COMPTES ET EXPERT-COMPTABLE

CRITT
Cité de l'alimentation
100 Rue Pierre Bayle
84140 MONTFAVET
377 631 312

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'Assemblée Générale d'Approbation des Comptes
de l'Exercice clos au 31/12/2024

Mesdames, Messieurs, membres Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

Nous avons été informés de la convention suivante passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Convention conclue avec Local en Bocal

Madame Charlotte TROSSAT est Présidente du CRITT Agroalimentaire Sud et Présidente de la SAS Local en bocal

Le CRITT Agroalimentaire Sud a facturé les prestations suivantes à la SAS Local en Bocal :
Formations & Accompagnement : 6 993 € HT

Cette convention concerne Madame Charlotte TROSSAT.

Convention conclue avec Distillerie Girard

Monsieur Michel DOLLÉ est vice-président du CRITT Agroalimentaire Sud et Directeur de Distillerie Girard.

Le CRITT Agroalimentaire Sud a facturé les prestations suivantes à la Distillerie Girard :
Formations & Accompagnement : 4 075 € HT

Cette convention concerne Monsieur Michel DOLLÉ.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, ont été reconduites au cours de l'exercice écoulé.

Convention conclue avec SUPPORT 3A PACA :

Convention « Prestations Administratives SUPPORT 3A PACA » :

Madame Charlotte TROSSAT est présidente de SUPPORT 3A PACA et Présidente du CRITT :

Le service comptable de SUPPORT 3A PACA effectue la tenue et le suivi de la comptabilité du CRITT. Ce service fait l'objet d'une facturation de la part de SUPPORT 3A PACA.

Montant : 121 447.67 € HT.

Cette convention concerne Madame Charlotte TROSSAT.

Convention « Charges Mutualisées SUPPORT 3A PACA » :

Madame Charlotte TROSSAT est présidente de SUPPORT 3A PACA et Présidente du CRITT :

La structure SUPPORT 3A PACA prend à sa charge la plupart des charges de structures communes puis en refacture une quote-part au CRITT.

Montant : 56 450.63 € HT.



Cette convention concerne Madame Charlotte TROSSAT.

Convention conclue avec l'ARIA SUD :

Convention « Cotisations » :

Madame Charlotte TROSSAT est Présidente du CRITT et vice-présidente de l'ARIA SUD.
Monsieur Martin GUINCHARD, Président de l'ARIA et vice-président du CRITT.

L'ARIA SUD récolte l'ensemble des cotisations des adhérents ensuite elle reverse au CRITT une quote-part selon la ventilation suivante :

36.5 % des cotisations perçues des membres actifs

33.3 % des cotisations des membres associés

Montant : 137 032,90 € HT

Cette convention concerne Madame Charlotte TROSSAT et Monsieur Martin GUINCHARD.

Prestation de soutien de l'ARIA SUD au CRITT :

Madame Charlotte TROSSAT est Présidente du CRITT et vice-présidente de l'ARIA SUD.
Monsieur Martin GUINCHARD, Président de l'ARIA et vice-président du CRITT.

L'ARIA SUD s'engage à fournir au CRITT une prestation de soutien à son équipe d'ingénieurs conseils et à son Directeur sur les points suivants :

Définition du plan d'action commerciale

Pilotage de la dynamique commerciale

Assistance de Direction

Montant : 35 296,13 € HT

Cette convention concerne Madame Charlotte TROSSAT et Monsieur Martin GUINCHARD.

Convention conclue avec l'IFRIA SUD :

Prestation de soutien du CRITT à l'IFRIA SUD :

Madame Charlotte TROSSAT est Présidente du CRITT et administrateur de l'IFRIA SUD.
Monsieur Michel DOLLE est Président de l'IFRIA SUD et administrateur du CRITT.

Le CRITT s'engage à fournir à l'IFRIA SUD une prestation de soutien à son équipe et à son Directeur sur les points suivants :

Evolution du CRM AGORNET

Pilotage du projet de bâtiment Food'in

Apport d'expertise / information technique

Montant : 9 413.69 € HT

Cette convention concerne Madame Charlotte TROSSAT et Monsieur Michel DOLLE.



Référent handicap IFRIA pour le CRITT

Madame Charlotte TROSSAT est Présidente du CRITT et administrateur de l'IFRIA SUD.
Monsieur Michel DOLLE est Président de l'IFRIA SUD et administrateur du CRITT.
Le CRITT a confié à l'IFRIA SUD le rôle de référent handicap tel que prévu par le référentiel Qualiopi.

Montant : 107 € HT/jour

Cette convention concerne Madame Charlotte TROSSAT et Monsieur Michel DOLLE.

Fait à SALON DE PROVENCE, le 25 avril 2025
Le Commissaire aux comptes
LE LABO DE L'AUDIT, représenté par
Julien DUCROS

LE LABO DE L'AUDIT
ZA des Roquassiers
151 Rue de la Forge
13300 SALON DE PROVENCE
Tél 04 13 41 55 55
SIRET 850 922 634 00017 APE 6920Z